



**SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 82 792 267,50 EUROS
SIEGE SOCIAL 39 RUE MSTISLAV ROSTROPOVITCH - 75017 PARIS
RCS PARIS B 383 699 048**

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
PERIODE DU 1^{ER} JUILLET 2021 AU 31 DECEMBRE 2021**

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2021

1	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	3
1.1	Commentaires sur les résultats	3
2	COMPTES CONSOLIDES RESUMES DU PREMIER SEMESTRE 2021.....	4
2.1	Etat du résultat global.....	4
2.2	Bilan consolidé - Actif	5
2.3	Bilan consolidé - Passif	5
2.4	Tableau de variation des capitaux propres consolidés	6
2.5	Tableau des flux de trésorerie consolidés et de flux de financement	7
2.6	Evénements importants du premier semestre.....	8
2.7	Principes comptables et méthodes d'évaluation.....	10
2.8	Evolution du périmètre de consolidation.....	11
2.9	Secteurs opérationnels.....	13
2.10	Comptes de résultat et bilans consolidés opérationnels.....	14
2.11	Notes sur les principaux postes du compte de résultat	15
2.12	Notes sur les principaux postes du bilan.....	18
2.13	Informations relatives aux parties liées	21
2.14	Litiges, facteurs de risques et incertitudes	21
2.15	Evènements postérieurs à la clôture	21
3	ATTESTATION DU RESPONSABLE	22

DELOITTE & ASSOCIES
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense cedex
S.A.S. au capital de € 2 188 160
572 028 041 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Ramsay Générale de Santé

Période du 1er juillet au 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

A l'Assemblée Générale,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Ramsay Générale de Santé, relatifs à la période du 1er juillet au 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense, le 23 Février 2022

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

Jean-Marie Le Guiner

Stéphane Lemanissier

ERNST & YOUNG Audit

Henri-Pierre Navas

1 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1.1 COMMENTAIRES SUR LES RESULTATS

CHIFFRES CLES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2021

(en millions d'euros)	du 1 ^{er} juillet 2021 au 31 déc. 2021	Variation 2021/2020	du 1 ^{er} juillet 2020 au 31 déc. 2020	
Chiffre d'affaires.....	2 037.7	6.6%	1 911.1	
Excédent Brut d'Exploitation	335.4	7.4%	312.4	
Résultat Opérationnel Courant.....	149.1	17.3%	127.1	
<i>En % du Chiffre d'affaires</i>	<i>7.3%</i>	<i>10.0%</i>	<i>6.7%</i>	
Autres produits et charges	2.3	(83.2%)	13.7	
Résultat Opérationnel	151.4	7.5%	140.8	
Coût de l'endettement financier net.....	(59.9)	(4.9%)	(63.0)	
Impôt sur les résultats.....	(31.7)	26.8%	(25.0)	
Résultat net part du Groupe.....	59.6	26.0%	47.3	
Bénéfice net par action (en euro)	0.54	25.6%	0.43	
Flux de trésorerie net généré par l'activité.....	23.8	(95.6%)	542.9	
Investissements industriels (hors capitalisation locations financières)	108.1	--	(96.7)	
				Rappel 30 juin 2021
Endettement financier net	3 462.1	12.9%	3 067.2	3 230.5

Les événements importants du premier semestre sont décrits dans l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 2 037,7 millions d'euros pour la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 31 décembre 2021, contre 1 911,1 millions d'euros pour la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2020. Il augmente de 6.6% du fait principalement de l'impact de la croissance organique dans les pays nordiques et des acquisitions réalisées ces douze derniers mois.

A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires progresse de 7 %.

RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant publié s'établit à 149,1 millions d'euros pour la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 31 décembre 2021 (soit 7,3% du CA) en hausse de 17,3% par rapport aux 127,1 millions d'euros pour la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2020. Cela s'explique principalement par la poursuite du soutien des états afin de compenser les surcoûts de prise en charge des patients Covid et les pertes d'activité liées à la pandémie actuelle ; la bonne performance des pays nordiques ainsi que par la contribution au résultat opérationnel des acquisitions réalisées au cours de ces douze derniers mois.

AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS

Le montant des autres produits et charges non courants représente un produit net de 2,3 millions d'euros pour la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 31 décembre 2021. Pour la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2020, le montant des autres produits et charges non courants représentait un produit net de 13,7 millions d'euros constitué essentiellement de la plus-value provisoire sur la cession de l'Allemagne (+11,5 M€).

COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le coût de l'endettement financier net s'élève à (59,9) millions d'euros pour la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 31 décembre 2021, contre (63,0) millions d'euros pour la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2020. Il est principalement composé des intérêts relatifs à la dette Sénior (Tranches B1 et B2) pour (17,9) millions d'euros et des intérêts financiers liés à la dette de location (IFRS16) pour (34,8) millions d'euros.

IMPOT SUR LES RESULTATS

Le montant de l'impôt courant au 31 décembre 2021, hors Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), est une charge de (17,1) millions d'euros.

Conformément aux dispositions d'IAS12, la composante CVAE répond à la définition d'un impôt sur le résultat. Ainsi la charge d'impôt sur les résultats induit une charge de CVAE pour (7,1) millions d'euros.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE ET FLUX DE FINANCEMENT

Le Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité se détériore de 542,6 millions d'euros en comparaison avec la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2020 et s'établit à (291,4) millions d'euros pour la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 31 décembre 2021.

Pour la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 31 décembre 2021, les investissements industriels décaissés s'élèvent à 108,1 millions d'euros.

Le montant des décaissements nets de trésorerie pour les trois acquisitions dans les pays nordiques s'élève à (41,1) millions d'euros pour la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 31 décembre 2021.

ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le montant de la dette nette de fin de période s'élève à 3 462,1 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 3 067,2 millions d'euros au 31 décembre 2020 et 3 230,5 millions d'euros au 30 juin 2021.

2 COMPTES CONSOLIDES RESUMES DU PREMIER SEMESTRE 2021

2.1 ETAT DU RESULTAT GLOBAL

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE			
(en millions d'euros)	Note	du 1 ^{er} juillet 2021 au 31 déc. 2021	du 1 ^{er} juillet 2020 au 31 déc. 2020
CHIFFRE D'AFFAIRES	2.11.1	2 037.7	1 911.1
Frais de personnel et participation des salariés		(1 057.8)	(1 004.1)
Achats consommés		(420.2)	(389.7)
Autres charges et produits opérationnels	2.11.2	(124.3)	(105.5)
Impôts et taxes		(63.0)	(61.4)
Loyers	2.11.3	(37.0)	(38.0)
Excédent brut d'exploitation		335.4	312.4
Amortissements.....		(186.3)	(185.3)
Résultat opérationnel courant		149.1	127.1
Coûts des restructurations		(5.3)	(4.4)
Résultat de la gestion du patrimoine immobilier et financier		7.6	18.1
Autres produits & charges non courants.....	2.11.4	2.3	13.7
Résultat opérationnel		151.4	140.8
Coût de l'endettement brut.....	2.11.5	(25.4)	(27.8)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2.11.5	0.3	0.3
Intérêts financiers liés à la dette de location (IFRS 16)	2.11.5	(34.8)	(35.5)
Coût de l'endettement financier net	2.11.5	(59.9)	(63.0)
Autres produits financiers.....	2.11.6	3.8	0.4
Autres charges financières.....	2.11.6	(1.5)	(3.5)
Autres produits & charges financiers.....	2.11.6	2.3	(3.1)
Impôt sur les résultats	2.11.7	(31.7)	(25.0)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		(0.1)	--
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		62.0	49.7
<i>Produits et charges enregistrés directement en capitaux propres</i>			
- Ecart actuariels relatifs aux indemnités de fin de carrière		4.4	(23.3)
- Variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture		3.9	(1.0)
- Ecart de conversion		(4.1)	7.0
- Autres		--	--
- Effets d'impôt des produits et charges		(1.9)	5.9
Résultats enregistrés directement en capitaux propres	2.4	2.3	(11.4)
RESULTAT GLOBAL		64.3	38.3
VENTILATION DU RESULTAT NET (en millions d'euros)	Note	du 1^{er} juillet 2021 au 31 déc. 2021	du 1^{er} juillet 2020 au 31 déc. 2020
- Résultat net part du Groupe		59.6	47.3
- Intérêts ne donnant pas le contrôle		2.4	2.4
RESULTAT NET		62.0	49.7
RESULTAT NET PAR ACTION (en Euros)	2.11.8	0.54	0.43
RESULTAT NET DILUE PAR ACTION (en Euros)	2.11.8	0.54	0.43
VENTILATION DU RESULTAT GLOBAL (en millions d'euros)	Note	du 1^{er} juillet 2021 au 31 déc. 2021	du 1^{er} juillet 2020 au 31 déc. 2020
- Résultat global part du Groupe.....		61.9	35.9
- Intérêts ne donnant pas le contrôle		2.4	2.4
RESULTAT GLOBAL		64.3	38.3

2.2 BILAN CONSOLIDE - ACTIF

(en millions d'euros)	Note	31-12-2021	30-06-2021
Goodwill.....	2.12.1	1 832.5	1 762.6
Autres immobilisations incorporelles.....	2.12.2	250.4	241.2
Immobilisations corporelles.....	2.12.3	929.9	918.0
Droit d'utilisation (IFRS 16).....	2.12.4	2 040.2	2 079.8
Participations dans les entreprises associées.....		0.2	0.3
Autres actifs financiers non courants.....		92.7	85.6
Impôts différés actifs.....		82.8	125.4
ACTIFS NON COURANTS		5 228.7	5 212.9
Stocks.....	2.12.5	116.4	111.4
Clients.....	2.12.5	291.6	323.4
Autres actifs courants.....	2.12.5	484.4	406.4
Actif d'impôt exigible.....		6.3	7.6
Actifs financiers courants.....	2.12.6	11.7	11.6
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	2.12.6	408.1	608.4
ACTIFS COURANTS		1 318.5	1 468.8
TOTAL ACTIFS		6 547.2	6 681.7

2.3 BILAN CONSOLIDE - PASSIF

(en millions d'euros)	Note	31-12-2021	30-06-2021
Capital social.....		82.7	82.7
Prime d'émission.....		611.2	611.2
Réserves consolidées.....		378.7	311.4
Résultat net part du groupe.....		59.6	65.0
Capitaux propres part du groupe		1 132.2	1 070.3
Participations ne donnant pas le contrôle.....		29.1	28.4
TOTAL CAPITAUX PROPRES		1 161.3	1 098.7
Emprunts et dettes financières.....	2.12.6	1 758.3	1 673.6
Dettes sur engagement d'achat d'intérêts minoritaires.....		43.9	--
Dettes de location non courante (IFRS 16).....	2.12.6	1 892.3	1 940.2
Prov. pour retraite et autres avantages au personnel.....	2.12.7	150.0	157.6
Provisions non courantes.....	2.12.7	175.1	176.9
Autres passifs non courants.....		22.6	32.6
Impôts différés passifs.....		19.0	51.2
PASSIFS NON COURANTS		4 061.2	4 032.1
Provisions courantes.....	2.12.7	52.6	51.7
Fournisseurs.....	2.12.5	374.3	343.8
Autres passifs courants.....	2.12.5	641.2	901.8
Passifs d'impôt.....		12.0	16.6
Dettes financières courantes.....	2.12.6	36.7	38.1
Dettes sur engagement d'achat d'intérêts minoritaires.....		8.5	--
Dettes de location courante (IFRS 16).....	2.12.6	199.4	198.9
Découvert bancaire.....		--	--
PASSIFS COURANTS		1 324.7	1 550.9
TOTAL PASSIFS		6 547.2	6 681.7

2.4 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Note	CAPITAL	PRIME	RESERVES	RESULTATS DIRECTEMENT ENREGISTRES EN CAPITAUX PROPRES	RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE	CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	INTERETS MINORITAIRES	CAPITAUX PROPRES
Capitaux propres au 30 juin 2020		82.7	611.2	369.4	(64.2)	13.4	1 012.5	24.7	1 037.2
Augmentation de capital (y compris frais nets d'impôts).....		--	--	--	--	--	--	--	--
Actions propres.....		--	--	--	--	--	--	--	--
Stocks options et actions gratuites.....		--	--	--	--	--	--	--	--
Résultat N-1 à affecter.....		--	--	13.4	--	(13.4)	--	--	--
Distribution de dividendes.....	TFT	--	--	--	--	--	--	(0.7)	(0.7)
Variation de périmètre.....		--	--	--	--	--	--	--	--
Résultat global de l'exercice.....		--	--	--	(11.4)	47.3	35.9	2.4	38.3
Capitaux propres au 31 décembre 2020		82.7	611.2	382.8	(75.6)	47.3	1 048.4	26.4	1 074.8
Capitaux propres au 30 juin 2021		82.7	611.2	382.8	(71.4)	65.0	1 070.3	28.4	1 098.7
Augmentation de capital (y compris frais nets d'impôts).....		--	--	--	--	--	--	--	--
Actions propres.....		--	--	--	--	--	--	--	--
Stocks options et actions gratuites.....		--	--	--	--	--	--	--	--
Résultat N-1 à affecter.....		--	--	65.0	--	(65.0)	--	--	--
Distribution de dividendes.....	TFT	--	--	--	--	--	--	(2.2)	(2.2)
Variation de périmètre.....		--	--	--	--	--	--	0.5	0.5
Résultat global de l'exercice.....		--	--	--	2.3	59.6	61.9	2.4	64.3
Capitaux propres au 31 décembre 2021		82.7	611.2	447.8	(69.1)	59.6	1 132.2	29.1	1 161.3

ETAT DES PRODUITS ET CHARGES ENREGISTRES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	30-06-2020	Produits et charges 2020/2021	31-12-2020	30-06-2021	Produits et charges 2021/2022	31-12-2021
Ecart de conversion.....	10.6	7.0	17.6	14.7	(4.1)	10.6
Ecart actuariels relatifs aux engagements de retraite.....	(52.9)	(17.6)	(70.5)	(71.9)	3.5	(68.4)
Juste valeur des instruments financiers de couverture.....	(22.5)	(0.8)	(23.3)	(14.8)	2.9	(11.9)
Autres.....	0.6	--	0.6	0.6	--	0.6
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	(64.2)	(11.4)	(75.6)	(71.4)	2.3	(69.1)

2.5 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES ET DE FLUX DE FINANCEMENT

(en millions d'euros)	Note	du 1 ^{er} juillet 2021 au 31 déc. 2021	du 1 ^{er} juillet 2020 au 31 déc. 2020
Résultat net de l'ensemble consolidé		62.0	49.7
Amortissements.....		186.3	185.3
Autres produits et charges non courants		(2.3)	(13.7)
Quote-part du résultat net dans les entreprises associées		0.1	--
Autres produits et charges financiers.....		(2.3)	3.1
Intérêts financiers liés à la dette de location.....		34.8	35.5
Coût de l'endettement financier net		25.1	27.5
Impôt sur les résultats		31.7	25.0
Excédent Brut d'Exploitation		335.4	312.4
Eléments non cash dont dotations et reprises provisions (transactions sans effet de trésorerie) ..		(4.6)	(3.7)
Autres produits et charges non courants payés	2.11.4	(2.2)	(10.0)
Variation autres actifs et passifs non courants		(1.8)	5.5
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net & impôts		326.8	304.2
Impôts sur les bénéfices payés.....		(11.6)	(12.5)
Variation du besoin en fonds de roulement	2.12.5	(291.4)	251.2
FLUX NET GENERE PAR L'ACTIVITE : (A)		23.8	542.9
Investissements corporels et incorporels.....		(108.1)	(96.7)
Désinvestissements corporels et incorporels		17.5	--
Acquisitions d'entités.....	2.8.2	(41.1)	(58.7)
Cessions d'entités	2.8.2	--	65.6
Dividendes reçus des sociétés non consolidées	2.11.6	0.3	0.2
FLUX NET LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS : (B)		(131.4)	(89.6)
Augmentation de capital et Prime d'émission : (a)		--	--
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées : (b)		(2.2)	(0.7)
Intérêts financiers versés : (c).....	2.11.5	(25.4)	(27.8)
Produits financiers reçus : (d)	2.11.5	0.3	0.3
Intérêts financiers liés à la dette de location (IFRS16) : (e).....		(34.8)	(35.5)
Frais sur émission d'emprunt : (f)		(0.8)	--
Flux avant endettement : (g) = (A+B+a+b+c+d+e+f).....		(170.5)	389.6
Augmentation des dettes financières : (h)		100.0	7.8
Remboursement des dettes financières : (i)		(14.7)	(17.0)
Diminution de la dette de location : (j).....		(114.7)	(96.5)
FLUX NET LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT : (C) = a + b + c + d + e + f + h + i + j		(92.3)	(169.4)
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE : (A + B + C)		(199.9)	283.9
Incidence des variations des cours de devises		(0.4)	(9.4)
Trésorerie à l'ouverture	B	608.4	538.3
Trésorerie à la clôture	B	408.1	812.8

2.6 EVENEMENTS IMPORTANTS DU PREMIER SEMESTRE

Crise sanitaire liée à la pandémie COVID-19

La période close le 31 décembre 2021 est marquée par la poursuite de la crise sanitaire liée à la pandémie mondiale COVID-19 dans l'ensemble des pays dans lesquels le Groupe intervient.

En France, les établissements hospitaliers privés ont maintenu leurs plans d'actions de lutte contre l'épidémie COVID-19 et leur investissement, en liaison avec et en soutien des hôpitaux publics, conformément au schéma sanitaire national.

L'activité des établissements hospitaliers privés se poursuit toujours sous contraintes, dans le respect des directives gouvernementales ou régionales et en fonction des conditions sanitaires locales. La propagation du virus au cours de la période lors de la quatrième et cinquième vague a ainsi nécessité des ajustements dans la programmation des activités hospitalières de nos sites, afin de libérer des capacités d'accueil et des plateaux techniques pour répondre aux besoins sanitaires locaux. Le personnel et les médecins libéraux ont été mobilisés et intégrés dans les plans de prévention et de lutte contre l'épidémie.

Les impacts financiers sont divers et variables selon les situations particulières de chaque établissement. Ils concernent principalement :

- Des pertes de revenus (perte du chiffre d'affaires soins et/ou des revenus annexes) dues à la déprogrammation et à la réduction d'activité.

- Des surcoûts engagés pour faire face à la crise qui portent notamment :

- o Les achats médicaux (médicaments et dispositifs médicaux),
- o La masse salariale (personnels soignants) et frais connexes (frais de déplacements, frais de protection des personnels),
- o Des investissements ou locations de matériels.

a) Garantie de financement :

Le gouvernement a mis en place une garantie de financement du chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble des établissements de santé depuis mars 2020, portant sur leurs activités normalement financées pour tout ou partie sur la base de la production d'activité. Le principe est de garantir aux établissements de santé, pour chaque période définie, un chiffre d'affaires minimum (issu du régime d'assurance obligatoire) au moins égal au chiffre d'affaires perçu au titre de l'activité 2019 (indexé de l'évolution des tarifs le cas échéant).

Le périmètre de la garantie concerne les recettes assurance maladie des activités Médecine Chirurgie Obstétrique (MCO), Soins de Suite et de Réadaptation (SSR) et Santé Mentale, sur les prestations d'hospitalisation et la rémunération des médecins salariés facturée par l'établissement, à l'exclusion des honoraires des praticiens libéraux.

La garantie est régie par des arrêtés couvrant des périodes distinctes du 1^{er} mars au 31 décembre 2020, et du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021. Les établissements du Groupe reçoivent des Agences Régionales de Santé (ARS) dont ils dépendent les notifications de « régularisation de garantie », soit la différence si elle est positive, entre la garantie de financement et le montant des recettes issues de l'activité. Ces notifications n'ayant pas encore été envoyées par les ARS pour l'année calendaire 2021, les établissements ont enregistré un produit à recevoir calculé sur leurs données de facturation réelle pour la période correspondante.

Le montant de garantie de financement reconnu par le Groupe pour la période close au 31 décembre 2021 est ainsi basé sur l'activité réelle réalisée et s'élève à 62 millions d'euros. Il est comptabilisé au compte de résultat en « Autres charges et produits opérationnels ».

b) Avances de trésorerie :

Le système d'avances remboursables de garantie de financement mis en place dès mars 2020 pour soutenir à court terme les établissements de santé et pour éviter toute rupture de trésorerie était encore en place au 31 décembre 2021. Cependant, la restriction des critères d'éligibilité à de nouvelles demandes d'avances comparé à 2020, combiné à la poursuite du remboursement des avances perçues pendant l'exercice précédent sur les facturations faites au Régime d'Assurance Maladie Obligatoire, a considérablement réduit leur solde résiduel.

Au 31 décembre 2021, les produits à recevoir de garantie de financement non encore encaissés et nets des avances reçues par le Groupe s'élèvent à 75 millions d'euros, et sont inscrits à l'actif du bilan. Par contraste au 30 juin 2021, les avances reçues par le Groupe étaient inscrites au passif du bilan, pour un montant total de 121 millions d'euros net des produits à recevoir non encore encaissés.

c) Subventions surcoûts COVID :

Parallèlement au dispositif de garantie de financement, le gouvernement a également prévu d'adapter les niveaux de dotations habituellement versées aux établissements de santé afin de compenser les surcoûts liés à la crise COVID-19 qui ne seraient pas pris en charge par ailleurs.

Les Agences Régionales de Santé notifient et versent aux établissements concernés du Groupe les montants de subventions sous forme d'une Aide à la Contractualisation ou d'un Fonds d'Intervention Régional. Etant donné le décalage entre le moment où les coûts sont engagés par les établissements et la notification par les ARS des subventions consenties en regard, les subventions comptabilisées sur la période correspondent à des financements au titre des surcoûts supportés au cours de l'exercice précédent, une situation similaire à celle de la même période l'an dernier.

Ainsi, au 31 décembre 2021, ces subventions sont comptabilisées au compte de résultat en « Autres produits opérationnels » pour 32,1 millions d'euros dont 27,5 millions sont des sommes perçues au titre du financement des surcoûts nés sur la période entre janvier et avril 2021.

Au 31 décembre 2020, les sommes perçues au titre du financement des surcoûts nés sur la période de mars à juin 2020 s'élevaient à 14,5 millions d'euros et étaient comptabilisées sur la même ligne.

d) Ségur de la Santé :

Suite à l'engagement pris par le gouvernement au début de la pandémie de revaloriser le statut des professionnels et des cadres des établissements de santé et des EHPAD, des négociations ont abouti à la signature des accords Ségur de la Santé le 13 juillet 2020 par le gouvernement et une majorité d'organisations syndicales représentatives. En particulier, ces accords consacrent 7,6 milliards d'euros par an à l'augmentation des salaires des personnels soignants dans les établissements sanitaires et médico-sociaux des secteurs public et privé. En ce qui concerne le secteur privé à but lucratif, cet accord prévoit une augmentation salariale historique initiale de 206 € bruts par mois (« Ségur 1 ») qui a été introduite en deux étapes avec une première moitié de l'augmentation applicable à compter du 1er septembre 2020 et la deuxième à compter de décembre 2020. Ces mesures pérennes ont été complétées au cours de la période par une augmentation supplémentaire (« Ségur 2 ») de 54 € ou 19 € bruts mensuels en fonction de la catégorie de personnel, prenant effet à compter du 1er octobre 2021.

Les augmentations salariales du Ségur 1 ont été compensées par des subventions en 2020, puis par un ajustement tarifaire spécifique de 6,2 % pour l'activité MCO à partir du 1er mars 2021 ainsi que par des subventions, jusqu'à fin février 2021 pour l'activité MCO et couvrant toute la période pour les activités de Suite et Réadaptation et de Santé Mentale. Les augmentations salariales du Ségur 2 mises en œuvre sur la période n'ont pas été financées.

Au 31 décembre 2021, les subventions reconnues au titre du financement du Ségur de la Santé s'élèvent à 17,6 millions d'euros et sont classées au compte de résultat dans la rubrique « Autres charges et produits opérationnels ». Le financement des coûts du Ségur 1 des établissements MCO par une augmentation tarifaire est inclus dans le chiffre d'affaires.

Au 31 décembre 2020, les sommes perçues au titre du financement du Ségur de la Santé s'élevaient à 21,5 millions d'euros étaient exclusivement comptabilisées au compte de résultat en « Autres charges et produits opérationnels ».

Ces produits compensent les coûts réels de l'augmentation des salaires accordée à toutes les populations éligibles.

e) Impacts hors de France :

Hors de France, les établissements du Groupe ont participé activement à la prise en charge et au dépistage des patients, en appui des institutions publiques et en étroite collaboration avec les autorités de tutelle. Néanmoins, l'activité a logiquement été impactée par les effets de la crise sanitaire au cours de la période, en particulier pour les soins en hospitalisation complète en Suède. Malgré ces périodes de perturbation, le niveau d'activité global et les résultats ont été solides car l'activité a été soutenue pendant les périodes de retour à la normale.

En Suède, l'hôpital Sankt Göran et les hôpitaux gériatriques opérés par le Groupe à Stockholm ont joué un rôle clé dans la gestion de l'épidémie avec plus de 100 lits dédiés aux patients COVID. Sankt Göran, en lien avec les hôpitaux gériatriques de Stockholm, a traité tout au long de la pandémie près de 20% de l'ensemble des patients hospitalisés pour le COVID dans la région de Stockholm. Le Groupe a contribué de manière significative à l'effort de vaccination au cours de la période.

Alors qu'en Norvège et au Danemark aucune mesure d'accompagnement n'a été mise en œuvre, nos établissements en Suède ont reçu des subventions couvrant les surcoûts de fonctionnement. Au total, le montant des aides perçues par nos établissements en Suède s'élève à 15,4 millions d'euros sur la période, contre 24,5 millions la période précédente (Allemagne incluse).

Périmètre

Le 31 août 2021, le Groupe Ramsay Santé, a acquis au travers de sa filiale Capio, la société mère Stockholms Ögonklinik Holding AB. Il s'agit du premier groupe privé d'ophtalmologie en Suède qui offre un large panel de soins spécialisés et aux techniques avancées dans le domaine des yeux.

Le Groupe Ramsay Santé a acquis le 1er novembre 2021 la société Danoise WECARE Holding, opérateur de soins primaires et de recrutement temporaire de personnels de santé.

WeCare Holding est un opérateur de soins de santé qui comprend deux entités :

- Une entité opérationnelle qui gère 32 cliniques de médecine générale dans tout le Danemark, avec 114 000 patients ;
- Une agence de recrutement temporaire dans le domaine de la santé, qui opère dans les pays scandinaves.

La société est ainsi présente dans tout le Danemark, y compris dans des zones rurales où les ressources médicales sont rares.

Le 1er novembre 2021, Ramsay Santé a également acquis la société norvégienne Spiren.

Financement

Le Groupe Ramsay Santé a procédé au tirage de la ligne de prêt Euro PP pour 100 millions d'euros.

Restructuration

Dans un objectif d'efficience, le Groupe a annoncé, le 13 octobre 2017, dans l'ensemble de ses établissements, un projet de création d'une plateforme de services partagés devant regrouper progressivement les fonctions comptabilité / finance et RH de l'ensemble du Groupe.

Dans un souhait d'harmonisation du traitement de la situation des salariés dont le poste serait directement impacté par ce projet, la direction du Groupe a souhaité proposer un ensemble de mesures sociales qu'elle s'engagerait à mettre en œuvre dans l'ensemble des établissements du Groupe en France. Elle s'est ainsi rapprochée des organisations syndicales représentatives afin de négocier le contenu de ces mesures.

Ont été signés le 18 décembre 2017 un accord de méthode portant sur les modalités du dialogue social dans le cadre du projet et un accord portant sur les mesures sociales pour l'ensemble des salariés impactés par le projet.

Les bascules ont été réalisées selon le calendrier initialement prévu jusqu'au mois de mars 2020 et la survenance de la crise COVID :

- Novembre 2018 : pôle Dijon,
- Janvier 2019 : HP Est Lyonnais, Pôle IDF Est et pôle IDF Ouest,
- Mai 2019 : pôle Marseille et pôle IDF Sud,
- Octobre 2019 : pôle IDF Sud-Est et pôle IDF Nord,
- Janvier 2020 : pôle Lille, pôle Paris et pôle Artois,
- Octobre 2020 : pôle Caen, pôle Le Havre et pôle Lyon,
- Janvier 2021 : pôle Drôme Ardèche et pôle Bresse Savoie
- Avril 2021 : pôle Santé mentale et pôle CERS

Les dernières bascules auront lieu fin 2022-début 2023.

Une provision fait l'objet d'une revue au mois le mois pour tenir compte :

- D'une part des coûts réellement engagés du fait des mutations, départs ou licenciements,
- D'autre part de l'évolution du statut de chaque personne concernée (par exemple lorsqu'un poste supprimé devient dans les faits une mutation ou un départ en avance de phase).

La provision pour restructuration relative à la création de la plateforme de services partagés devant regrouper progressivement les fonctions comptabilité/finance et RH de l'ensemble du Groupe s'élève à 1,8 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 2,8 millions d'euros au 30 juin 2021.

2.7 PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.7.1 DECLARATION DE CONFORMITE ET BASE DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

Les comptes consolidés résumés au 31 décembre 2021 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Ces comptes consolidés résumés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice clos au 30 juin 2021 (Document d'enregistrement universel 2021). Ils sont présentés en millions d'euros.

Les comptes consolidés résumés y compris les notes aux états financiers ont été établis par la Direction Générale de Ramsay Santé et revus le 19 février 2021 par le Comité d'Audit, puis examinés et arrêtés par le Conseil d'Administration le 23 février 2021.

2.7.1.1 Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'union européenne d'application obligatoire ou pouvant être appliqués par anticipation pour les exercices à compter du 1^{er} juillet 2020.

Pour l'établissement de ses comptes consolidés au 31 décembre 2021, le Groupe Ramsay Santé a appliqué les mêmes normes, interprétations et méthodes comptables que dans ses états financiers de l'exercice clos le 30 juin 2021, ainsi que les nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne, applicables au 1^{er} juillet 2021 telles que définies dans le tableau ci-dessous :

Norme	Libellé	Définition	Date de première application dans les comptes consolidés du Groupe	Incidences
Amendements à IFRS 4	Prolongation de l'exemption temporaire de l'application d'IFRS 9		1 ^{er} juillet 2021	Sans incidence sur les comptes
Amendements à IFRS 9, IFRS 7, IFRS 4, IFRS 16 et IAS 39	Réforme des taux d'intérêt de référence (Phase 2)	Effets sur les états financiers lorsqu'une entreprise remplace l'ancien taux d'intérêt de référence par un autre taux de référence du fait de la réforme.	1 ^{er} juillet 2021	Sans incidence sur les comptes
Amendements à IFRS 16	Allègements de loyers liés au COVID-19 au-delà du 30 juin 2021	Permet aux preneurs de s'exonérer d'analyser si les allègements de loyers obtenus dans le contexte de la crise sanitaire COVID-19, tels que des réductions de loyers et franchises, constituent une modification de contrat au sens d'IFRS 16 « Contrats de location »	1 ^{er} juillet 2021	Sans incidence sur les comptes

2.7.1.2 Textes adoptés par l'Union Européenne d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2022 ou du 1^{er} janvier 2023

Norme, amendements et interprétations	Libellé	Date d'application
Amendements à IFRS 3	Regroupements d'entreprises : référence au cadre conceptuel	1 ^{er} janvier 2022
Amendements à IAS 16	Immobilisations corporelles : produit antérieur à l'utilisation prévue	1 ^{er} janvier 2022
Amendements à IAS 37	Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels : contrats déficitaires – coûts d'exécution des contrats	1 ^{er} janvier 2022
IFRS 17 et amendements	Contrats d'assurance	1 ^{er} janvier 2023

2.7.1.3 Textes non encore adoptés par l'Union Européenne

Norme, amendements et interprétations	Libellé	Date d'application ⁽¹⁾
Amendements à IAS 1	Présentation des états financiers : Classification des dettes en courant ou non courant	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 8	Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs : Distinction entre les changements dans les méthodes comptables et les changements dans les estimations comptables	1 ^{er} janvier 2023

(1) Sous réserve de l'adoption par l'Union européenne

Ramsay Santé n'anticipe pas d'incidence significative de l'application de ces textes sur les comptes consolidés du Groupe

2.7.2 CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES

Au 31 décembre 2021, outre l'application des nouvelles normes, le Groupe n'a pas procédé à des changements de méthodes comptables.

2.7.3 REGLES ET METHODES D'EVALUATION SPECIFIQUES APPLIQUEES PAR LE GROUPE DANS LE CADRE DES ARRETES INTERMEDIAIRES

2.7.3.1 Evaluation de la charge d'impôt

Le calcul de la charge d'impôt pour l'arrêté intermédiaire au 31 décembre 2021 a été effectué conformément à la norme IAS 34 *Information financière intermédiaire* par détermination d'un taux d'impôt moyen pondéré appliqué au résultat courant avant impôt de la période.

2.7.3.2 Engagements de retraite

La valeur actualisée de nos engagements de retraite a été revue pour la période close au 31 décembre 2021 afin de prendre en considération la hausse des taux d'actualisation depuis le 30 juin 2021 et les impacts de la prime Ségur 2 et des primes Sages-Femmes.

Les autres hypothèses restent identiques à celles retenues au 30 juin 2021.

L'IFRIC a adressé en avril 2021 à l'IAS Board une proposition relative à la modification de la manière de calculer les engagements relatifs à certains régimes à prestations définies. L'IAS Board a validé cette position début juin 2021 tout en précisant qu'il n'y avait pas lieu de modifier quoique ce soit dans la norme IAS 19 qui permet déjà cette interprétation. L'impact de cette interprétation normative sur les comptes consolidés du Groupe Ramsay Santé au 31 décembre 2021 est non significative.

2.7.3.3 Test de dépréciation des goodwill et autres actifs immobilisés

Au regard de la performance enregistrée sur le premier semestre, et des analyses de sensibilité effectuées, Ramsay Santé n'a pas identifié d'élément indiquant une baisse des valeurs recouvrables par rapport au 30 juin 2021. Par conséquent, conformément aux dispositions de la norme IAS36 *Dépréciation d'actifs*, aucun test de dépréciation des goodwill et autres actifs immobilisés n'a été conduit au 31 décembre 2021.

2.8 EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.8.1 PRINCIPALES VARIATIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le nombre d'entités consolidées dans le périmètre de consolidation a évolué comme suit :

Méthode de Consolidation	30-06-2021	Acquisitions Créations	Changement de Méthode	Cessions / Fusions / Liquidations	31-12-2021
Globale	349	11	--	(5)	355
Mise en équivalence	2	--	--	(1)	1
TOTAL	351	11	--	(6)	356

2.8.1.1 Acquisitions / Créations

Le Groupe a acquis / créé au cours du premier semestre 2021-2022, les entités suivantes :

Acquisitions :

- Capiro Stockholms Ögonklinik Holding AB (Acquisition 31 août 2021) ;
- Capiro Stockholms Ögonklinik AB (Acquisition 31 août 2021) ;
- Capiro Valhallas Ögonklinik AB (Acquisition 31 août 2021) ;
- Capiro Ögonspecialisterna i Stockholm AB (Acquisition 31 août 2021) ;
- Capiro Ögonspecialisterna i Stockholm KB (Acquisition 31 août 2021) ;
- Spiren Fertilitetsklinikk AS (Acquisition 1er novembre 2021) ;
- WeCare Holding ApS (Acquisition 1er novembre 2021) ;
- Alles Lægehus A/S (Acquisition 1er novembre 2021) ;
- Vikteam A/S (Acquisition 1er novembre 2021).

Créations :

- Ramsay Services (création 16 juillet 2021) ;
- SCI du 5 rue Jean Moulin.

L'impact des acquisitions entrant dans le champ d'IFRS3 révisée sur le bilan consolidé est le suivant :

Bilan (en millions d'euros)	Valeur Comptable
Actif incorporel	12.3
Actif corporel	1.7
Autres actifs financiers non courants.....	1.3
Impôts différés actifs	0.7
Total Actif non courant.....	16.0
Créances, stocks et autres actifs courants.....	6.2
Actifs financiers courants hors trésorerie	0.0
Trésorerie.....	3.9
Total Actif courant.....	10.0
Dettes financières	44.2
Provisions et autres passifs non courants.....	0.0
Impôts différés passif.....	1.4
Total Passif non courant.....	45.6
Dettes financières et dérivés courants	0.0
Autres passifs courants.....	13.6
Total Passif courant.....	13.6
Goodwill	74.2

Ces acquisitions ayant été réalisées il y a moins d'un an, par conséquent le goodwill comptabilisé reste provisoire à date.

Le chiffre d'affaires et le résultat avant impôt sur une période d'un an des acquisitions de la période se présentent comme suit :

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	Résultat avant impôt
Ögonklinik.....	9.2	2.9
WeCare	29.3	1.8
Spiren	2.4	0.6

2.8.1.2 Cessions / Liquidations / Fusions

Le Groupe a fusionné / liquidé au cours du premier semestre 2021-2022, les entités suivantes :

Cessions :

- Hemstyrkan i Stockholm AB

Liquidations :

- Gie Hospidomi Le Havre (liquidation au 30 novembre 2021) ;
- Chili (ME)

Fusions :

- EURL Step Office ;
- SARL JMB Financière (absorbée au 1^{er} juillet 2021 par STEP) ;
- Ambulances d'Assistance (absorbée au 1^{er} juillet 2021 par Rhône Assistance).

2.8.2 IMPACT DES CHANGEMENTS DE PERIMETRE DE CONSOLIDATION SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

Flux de trésorerie (en millions d'euros)		Impact des entrantes	Impact des sortantes
Prix d'acquisition des entités(A)		89.1	
Dont décaissé(B)		(44.9)	
Dettes sur put et call(C) = -(A) - (B)		(44.2)	
Trésorerie acquise(D)		3.8	
Auto-contrôle(E)		--	
Effet entrées de périmètre(F) = (D) + (E) + (B)	TFT	(41.1)	
Dettes financières nettes des entrantes hors trésorerie(G)		--	
Effet entrées de périmètre net sur l'endettement financier (H) = (G) + (F)		(41.1)	
Prix de cession des entités(a)			--
Dont encaissé(b)			--
Créance enregistrée(c) = (a) - (b)			--
Trésorerie sortie(d)			--
Effet sorties de périmètre(e) = (b) + (d)	TFT		--
Dettes financières nettes des sortantes hors trésorerie(f)			--
Effet sorties de périmètre net sur l'endettement financier(g) = (e) + (f)			--
Effets de périmètres - (G) + (f)			--
Impact variation cours de devises			(3.4)
Divers			(1.5)
EFFET DE PERIMETRE ET DIVERS	TFT		(4.9)

2.9 SECTEURS OPERATIONNELS

Au 31 décembre 2021, l'activité du Groupe s'articule autour de 13 secteurs opérationnels :

- Nouvelle Aquitaine, Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Hauts de France, Normandie, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Ile de France, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie, Italie, « Nordics » et Siège.

Le Conseil d'Administration évalue la performance de ces secteurs opérationnels et leur alloue les ressources nécessaires à leur développement en fonction de certains indicateurs de performance opérationnels (EBE, ROC) et flux de trésorerie opérationnels (BFR, Capex).

Le Groupe Ramsay Santé présente les informations relatives à cinq zones géographiques (France, Italie, Suède, Norvège, Danemark).

2.10 COMPTES DE RESULTAT ET BILANS CONSOLIDES OPERATIONNELS

2.10.1 RESULTATS SECTORIELS

Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2021										
(En millions d'euros)	Ile de France	Auvergne Rhône Alpes	Hauts de France	Occitanie	PACA	Bourgogne Franche Comté	Autres Régions ⁽¹⁾	Italie	Nordics	TOTAL
CHIFFRE D'AFFAIRES	497.3	275.2	190.0	131.0	80.4	64.6	179.5	10.8	608.8	2 037.7
Charges d'exploitation hors amortissements	(410.2)	(244.9)	(159.8)	(116.3)	(63.5)	(52.2)	(110.1)	(10.2)	(535.2)	(1 702.3)
Excédent Brut d'Exploitation	87.1	30.3	30.2	14.6	17.0	12.5	69.4	0.6	73.7	335.4
Amortissements	(51.2)	(23.1)	(19.9)	(10.5)	(10.5)	(4.9)	(22.6)	(0.4)	(43.3)	(186.3)
Résultat opérationnel courant	35.9	7.2	10.3	4.2	6.5	7.5	46.8	0.2	30.4	149.1
Autres produits & charges non courants.....	(1.1)	8.0	4.9	(0.1)	(0.1)	--	(4.4)	--	(4.8)	2.3
Résultat opérationnel	34.8	15.2	15.2	4.0	6.4	7.6	42.5	0.2	25.6	151.4
Coût de l'endettement financier net	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(59.9)
Autres produits et charges financiers	--	--	--	--	--	--	--	--	--	2.3
Impôts sur les Résultats	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(31.7)
Résultat des mises en équivalence	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(0.1)
RESULTAT NET	--	--	--	--	--	--	--	--	--	62.0
<i>Dont Résultat Net Part du Groupe</i>	--	--	--	--	--	--	--	--	--	59.6
<i>Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>	--	--	--	--	--	--	--	--	--	2.4

(1) Le poste « Autres régions » regroupe cinq secteurs (Nouvelle Aquitaine, Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie et Siège) ;

Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2020										
(En millions d'euros)	Ile de France	Auvergne Rhône Alpes	Hauts de France	Occitanie	PACA	Bourgogne Franche Comté	Autres Régions ⁽¹⁾	Italie	Nordics	TOTAL
CHIFFRE D'AFFAIRES	472.5	254.5	180.5	125.8	76.3	65.9	167.1	11.6	557.0	1 911.1
Charges d'exploitation hors amortissements	(377.8)	(209.3)	(148.5)	(112.1)	(62.7)	(54.3)	(123.9)	(11.0)	(499.2)	(1 598.7)
Excédent Brut d'Exploitation	94.7	45.2	32.1	13.7	13.6	11.6	43.2	0.6	57.8	312.4
Amortissements	(50.3)	(23.1)	(19.0)	(10.1)	(8.9)	(5.6)	(23.6)	(0.4)	(44.3)	(185.3)
Résultat opérationnel courant	44.5	22.1	13.1	3.6	4.7	6.0	19.6	0.2	13.5	127.1
Autres produits & charges non courants ⁽²⁾	(0.9)	0.1	(0.3)	(0.1)	0.1	(39.3)	42.8	--	11.2	13.7
Résultat opérationnel	43.6	22.2	12.7	3.5	4.8	(33.3)	62.4	0.2	24.7	140.8
Coût de l'endettement financier net	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(63.0)
Autres produits et charges financiers	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(3.1)
Impôts sur les Résultats	--	--	--	--	--	--	--	--	--	(25.0)
RESULTAT NET	--	--	--	--	--	--	--	--	--	49.7
<i>Dont Résultat Net Part du Groupe</i>	--	--	--	--	--	--	--	--	--	47.3
<i>Dont Participations ne donnant pas le contrôle</i>	--	--	--	--	--	--	--	--	--	2.4

(1) Le poste « Autres régions » regroupe cinq secteurs (Nouvelle Aquitaine, Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie et Siège) ;

(2) Dans le cadre des cessions, les prix de vente ont dans certains cas été comptabilisés dans les holdings et par conséquent l'impact comptable se retrouve en secteur « autres régions » qui inclut le Siège alors que la situation nette sortie des entités vendues a impacté un autre secteur ce qui est le cas pour la cession de Saint-Vincent / Saint-Pierre (secteur Bourgogne Franche Comté).

2.10.2 BILAN SECTORIELS

Bilan consolidé au 31 décembre 2021											
(En millions d'euros)		Ile de France	Auvergne Rhône Alpes	Hauts de France	Occitanie	PACA	Bourgogne Franche Comté	Autres Régions (5)	Italie	Nordics	TOTAL
Actifs non courants sectoriels	(1)	1 517.1	611.7	507.5	286.8	175.5	167.4	508.3	5.7	1 273.0	5 052.9
Actifs courants sectoriels	(2)	177.3	115.1	83.8	45.	44.5	29.8	235.6	7.9	153.0	892.4
Actifs non sectoriels.....	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	601.9
TOTAL ACTIF	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	6 547.2
Passifs non courants sectoriels	(3)	555.3	381.1	251.2	246.8	106.0	72.5	381.4	0.5	222.7	2 217.5
Passifs courants sectoriels	(4)	335.1	185.3	147.8	86.0	62.5	49.5	119.2	7.6	283.0	1 276.0
Passifs non sectoriels.....	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	3 053.7
TOTAL PASSIF	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	6 547.2

(1) Les Actifs non courants sectoriels correspondent à la somme du goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles et des droits d'utilisation.

(2) Les Actifs courants sectoriels correspondent à la somme des stocks, des clients et des autres actifs courants.

(3) Les passifs non courants sectoriels correspondent à la somme de la dette de location non courante, des provisions pour retraite et autres avantages au personnel et des provisions non courantes.

(4) Les passifs courants sectoriels correspondent à la somme des provisions courantes, des fournisseurs, des autres passifs courants et de la dette de location courante.

(5) Le poste « Autres régions » regroupe cinq secteurs (Nouvelle Aquitaine, Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie et Siège).

Bilan consolidé au 30 juin 2021											
(En millions d'euros)		Ile de France	Auvergne Rhône Alpes	Hauts de France	Occitanie	PACA	Bourgogne Franche Comté	Autres Régions (5)	Italie	Nordics	TOTAL
Actifs non courants sectoriels	(1)	1 503.1	623.4	513.1	300.9	178.8	169.6	518.2	5.8	1 188.7	5 001.6
Actifs courants sectoriels	(2)	160.1	111.4	68.5	36.5	40.8	24.6	240.4	10.3	148.5	841.1
Actifs non sectoriels.....	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	839.0
TOTAL ACTIF	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	6 681.7
Passifs non courants sectoriels	(3)	550.2	408.4	255.3	252.8	107.9	74.5	391.4	1.4	232.8	2 274.7
Passifs courants sectoriels	(4)	374.5	249.7	143.0	97.7	80.4	42.8	223.9	7.0	276.8	1 495.8
Passifs non sectoriels.....	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	2 911.2
TOTAL PASSIF	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	6 681.7

(1) Les Actifs non courants sectoriels correspondent à la somme du goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles et des droits d'utilisation.

(2) Les Actifs courants sectoriels correspondent à la somme des stocks, des clients et des autres actifs courants.

(3) Les passifs non courants sectoriels correspondent à la somme de la dette de location non courante, des provisions pour retraite et autres avantages au personnel et des provisions non courantes.

(4) Les passifs courants sectoriels correspondent à la somme des provisions courantes, des fournisseurs, des autres passifs courants et de la dette de location courante.

(5) Le poste « Autres régions » regroupe cinq secteurs (Nouvelle Aquitaine, Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie et Siège).

2.10.3 INFORMATIONS RELATIVES AUX ZONES GEOGRAPHIQUES

Chiffre d'Affaires (en millions d'euros)	du 1 ^{er} juillet 2021 au 31 déc. 2021	%	du 1 ^{er} juillet 2020 au 31 déc. 2020	%
France.....	1 418.1	69.6%	1 342.5	70.2%
Suède.....	512.2	25.1%	452.7	23.7%
Norvège	61.6	3.0%	41.6	2.2%
Danemark	35.0	1.7%	26.8	1.4%
Allemagne.....	0.0	0.0%	35.8	1.9%
Italie.....	10.8	0.5%	11.6	0.6%
TOTAL	2 037.7	100%	1 911.1	100%

2.11 NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

2.11.1 INFORMATIONS RELATIVES AU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires de Ramsay Santé **en France** résulte essentiellement de la prise en charge par la Sécurité Sociale et par des assurances privées complémentaires, sur la base des tarifs fixés chaque année par les pouvoirs publics, des soins et services fournis par le Groupe et dans une moindre mesure par le paiement par les patients ou par des assurances privées complémentaires des services connexes aux soins tels que principalement le séjour en chambre individuelle. Le solde du chiffre d'affaires du Groupe provient essentiellement des redevances versées par les praticiens en rétribution des services généraux, administratifs et locations fournis par les établissements du Groupe, tels que la facturation des actes, le recouvrement de leurs honoraires auprès de la Sécurité Sociale, des compagnies d'assurances et des patients.

Le chiffre d'affaires est principalement composé de prestations de services. Il est constaté dans le compte de résultat au moment où le service est rendu.

Les prestations réalisées **en Suède** sont principalement financées par la dépense publique, l'essentiel du reste à charge du patient étant alors constitué des médicaments. Les assurances santé complémentaires restent très peu répandues. Les établissements de santé en Suède sont rémunérés selon leur profil : à l'acte ou selon un système de dotation globale ou selon une approche par capitation.

Les soins de santé fournis par Capiro **Norvège** sont principalement financés par le secteur privé, via des compagnies d'assurance, des entreprises ou des patients individuels.

Au **Danemark**, les soins médicaux sont financés presque entièrement par des compagnies d'assurance privées, des associations et des patients finançant eux-mêmes leurs soins.

Les revenus du groupe Capiro en Scandinavie relèvent ainsi de deux catégories : les honoraires, lorsque le prix est fixé en fonction du traitement fourni ; les forfaits, pour lesquels un montant est fixé pour chaque patient affilié à un centre de soins primaires, indépendamment des traitements demandés et fournis.

Le chiffre d'affaires consolidé représente le montant cumulé des prestations de services détaillées ci-dessus réalisées par les filiales consolidées après élimination des opérations intra-groupe.

Au 31 décembre 2021, les produits d'activités de soins facturés représentent 91% du chiffre d'affaires du Groupe, les recettes hôtelières, prises en charge par les assurances privées complémentaires et les patients, représentent 4,1% du chiffre d'affaires du Groupe. Le solde du chiffre d'affaires du Groupe (4,9% au 31 décembre 2021) provient essentiellement des redevances versées par les praticiens.

2.11.2 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

(en millions d'euros)		du 1 ^{er} juillet 2021 au 31 décembre 2021	du 1 ^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2020
Autres charges opérationnelles.....		(294.8)	(270.3)
Autres produits opérationnels.....		170.5	164.8
TOTAL	CR	(124.3)	(105.5)

Au 31 décembre 2021, les autres charges opérationnelles sont principalement composées des coûts de sous-traitance d'hôtellerie (restauration, linge, ménage...), des dépenses d'entretien et de maintenance, de services généraux, d'honoraires et d'assurances.

Au 31 décembre 2021, les autres produits opérationnels comprennent 62,3 millions d'euros liés à la garantie de financement (vs 76 millions au 31 décembre 2020), 44,7 millions d'euros liés au financement des surcoûts COVID (vs 31,2 millions au 31 décembre 2020) dont 32,1 millions d'euros pour la France et 17,6 millions d'euros liés au financement du Ségur de la Santé (vs 21,5 millions au 31 décembre 2020) tel qu'expliqué dans la note 2.6 « Evénements importants du premier semestre - Crise sanitaire liée à la pandémie COVID-19 ».

2.11.3 LOYERS

(en millions d'euros)	NOTE	du 1 ^{er} juillet 2021 au 31 déc. 2021	du 1 ^{er} juillet 2020 au 31 déc. 2020
Loyers immobiliers (locations simples)		(21.3)	(19.1)
Loyers mobiliers (locations simples)		(15.7)	(18.9)
TOTAL	CR	(37.0)	(38.0)

Le solde du montant restant en loyers au 31 décembre 2021 s'explique comme suit :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2021
TVA sur contrats	(10.2)
Taxes foncières et autres taxes sur contrats	(11.0)
Contrats inférieurs à un an	(3.0)
Contrats de faibles valeurs	(12.8)
TOTAL	(37.0)

Les contrats portant sur des actifs de faible valeur comprennent principalement les locations d'équipements informatiques, médicaux et divers (armoires sécurisées, bouteilles de gaz, fontaines à eau, véhicules) sur l'ensemble de nos établissements.

2.11.4 AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS

(en millions d'euros)	NOTE	du 1 ^{er} juillet 2021 au 31 déc. 2021	du 1 ^{er} juillet 2020 au 31 déc. 2020
Charges de restructurations cash.....		(3.4)	(5.7)
Variations des provisions.....		(2.7)	5.7
Autres charges / produits.....		2.2	(4.4)
Total coûts non courants nets		(4.0)	(4.4)
Remise à la juste valeur des anciens titres détenus par IDS sur Chatenay Leclerc (22,2%) .		--	3.5
Cession Allemagne.....		--	11.5
Cession Saint Vincent – Immobilière Saint Vincent		--	2.4
Cession Tonkin		8.3	--
Cession autres immobilisations		(0.8)	--
Frais d'acquisition		(1.1)	--
Autres plus ou moins-values sur cessions de sociétés.....			0.7
Total Résultat de la gestion du patrimoine immob. et financier		6.3	18.1
TOTAL	CR	2.3	13.7
Impact Tableau de Flux de Trésorerie (autres produits & charges non courants payés)	TFT	2.2	(10.0)
Impact Tableau de Flux de Trésorerie (cessions d'entités)	TFT	--	65.6

Les coûts non courants nets s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	du 1 ^{er} juillet 2021 au 31 déc. 2021	du 1 ^{er} juillet 2020 au 31 déc. 2020
Impacts des regroupements	(2.4)	(0.1)
Clinique Ange Gardien fermée suite à un incendie	--	(1.6)
Frais d'acquisition	--	(1.1)
Gain litige sur loyers	5.3	--
Ajustement complément de prix acquisition	(1.8)	--
Provision Litige Mermoz	(3.0)	--
Provision diverses	(0.8)	--
Autres coûts	(1.4)	(1.6)
Total coûts non courants nets	(4.0)	(4.4)

2.11.5 COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en millions d'euros)	NOTE	du 1 ^{er} juillet 2021 au 31 déc. 2021	du 1 ^{er} juillet 2020 au 31 déc. 2020
Produits d'intérêt générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie		0.3	0.3
Sous-Total produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	CR	0.3	0.3
Intérêts sur dettes bancaires et sur autres dettes financières		(20.5)	(27.1)
Charges sur couvertures de taux d'intérêts		(4.9)	(0.7)
Sous-Total coût de l'endettement financier brut	CR	(25.4)	(27.8)
Intérêts sur biens financés en location financement		(1.6)	(1.9)
Intérêts sur biens financés en location simple		(33.2)	(33.6)
Sous-Total intérêts financiers liés à la dette de location	CR	(34.8)	(35.5)
TOTAL COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	CR/TFT	(59.9)	(63.0)

Le taux d'intérêt sur l'endettement financier brut moyen souscrit auprès des institutions financières ressort à environ 2,72% au 31 décembre 2021.

2.11.6 AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

(en millions d'euros)	NOTE	du 1 ^{er} juillet 2021 au 31 déc. 2021	du 1 ^{er} juillet 2020 au 31 déc. 2020
Dividendes	TFT	0.3	0.2
Variation de juste valeur des instruments financiers et reprise OCI en résultat ⁽¹⁾		3.5	---
Autres produits financiers		---	0.2
Sous-Total autres produits financiers	CR	3.8	0.4
Coûts de l'actualisation		(0.6)	(0.6)
Amortissement Frais d'émission de la dette		(0.9)	(2.7)
Autres charges financières		---	(0.2)
Sous-Total autres charges financières	CR	(1.5)	(3.5)
Total Autres Produits & Charges Financiers	CR	2.3	(3.1)

(1) Ce montant intègre la variation de la juste valeur du 01/07/21 au 31/12/21 des instruments financiers pour 7.4 M€ et la reprise en résultat pour (3.9) M€ de la valeur des instruments de couverture devenus inefficaces et intégrée historiquement aux capitaux propres.

2.11.7 IMPOT SUR LES RESULTATS

(en millions d'euros)	NOTE	du 1 ^{er} juillet 2021 au 31 déc. 2021	du 1 ^{er} juillet 2020 au 31 déc. 2020
Charges d'impôts exigibles de période (au taux moyen pondéré)		(17.1)	(7.7)
CVAE		(7.1)	(15.4)
Ajustement au titre de l'impôt exigible des périodes antérieures		--	--
Crédit d'impôts et autres		0.2	--
Utilisation des déficits reportables (périmètre France)		--	(4.1)
Impôts courants		24.0	(27.2)
Impôts différés		(7.7)	2.2
Impôts sur les résultats	CR	(31.7)	(25.0)

2.11.8 RESULTAT NET PAR ACTION

	du 1 ^{er} juillet 2021 au 31 déc. 2021	du 1 ^{er} juillet 2020 au 31 déc. 2020
Résultat net part du Groupe (en millions d'euros)	59.6	47.3
Nombre d'actions pondéré au cours de l'exercice (y compris actions auto-détenues) ...	110 389 690	110 389 690
Nombre d'actions auto-détenues.....	25 301	25 301
Nombre d'actions pondéré au cours de l'exercice	110 364 389	110 364 389
Résultat net non dilué par actions (en euros)	0.54	0.43
Effet dilutif plan de souscription.....	---	---
Nombre d'actions pondéré au cours de l'exercice prenant en compte l'effet dilutif.....	110 364 389	110 364 389
Résultat net dilué par actions (en euros)	0.54	0.43

2.12 NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

2.12.1 GOODWILL

(en millions d'euros)	Note	31-12-2021	30-06-2021
VALEUR BRUTE			
Solde au début de l'exercice.....	B	1 838.5	1 810.3
Entrées de périmètre.....		74.2	66.8
Sortie de périmètre.....		(2.7)	(38.8)
Finalisation PPA Capio		--	--
Variations des taux de détention.....		--	--
Actifs détenus en vue de la vente.....		--	--
Ecarts de conversion.....		(1.6)	0.1
Autres		--	--
Solde à la fin de l'exercice	B	1 908.4	1 838.5
DEPRECIATION			
en millions d'euros)	Note	31-12-2021	30-06-2021
Solde au début de l'exercice.....	B	(75.9)	(74.8)
Autres mouvements		--	(1.1)
Solde à la fin de l'exercice	B	(75.9)	(75.9)
VALEUR NETTE COMPTABLE			
Au début de l'exercice	B	1 762.6	1 735.5
A la fin de l'exercice.....	B	1 832.5	1 762.6

2.12.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en millions d'euros)	N O T E	Brut				Amortissement				VNC			
		30 juin 2021	Acq. (1)	Ces./ Transfert	Aut. Mvts(2)	31 déc- 2021	30 juin 2021	Dotations	Ces./ Reprise Transfert	Aut. Mvts(3)	31 déc- 2021	30 juin 2021	31 déc- 2021
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	B	421.7	24.5	(4.8)	(3.1)	438.3	(180.6)	(14.1)	6.5	0.3	(187.9)	241.2	250.4
TOTAL		421.7	24.5	(4.8)	(3.1)	438.3	(180.6)	(14.1)	6.5	0.3	(187.9)	241.2	250.4

(1) dont acquisition et augmentation ;

(2) dont écart de change ;

(3) dont acquisition et écart de change.

2.12.3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions d'euros)	N O T E	Brut				Amortissement				VNC			
		30 juin 2021	Acq. (1)	Ces./ Transfert	Aut. Mvts(2)	31 déc- 2021	30 juin 2021	Dotations(3)	Ces./ Reprise Transfert	Aut. Mvts(4)	31 déc- 2021	30 juin 2021	31 déc- 2021
Terrains		100.8	0.5	(9.6)	0.1	91.8	(1.5)	--	--	(0.1)	(1.6)	99.3	90.2
Constructions.....		1 171.4	6.3	(36.9)	6.3	1 147.1	(695.6)	(26.0)	19.3	11.6	(690.7)	475.7	456.4
Constructions en cours.....		35.8	12.1	(0.1)	(1.7)	46.2	(0.5)	--	--	--	(0.5)	35.3	45.6
Inst. Techn., mat. et outillage.....		942.6	48.9	(9.3)	(7.0)	975.1	(751.2)	(30.6)	8.7	3.3	(769.8)	191.3	205.3
Autres		519.6	34.7	(4.0)	(4.5)	545.7	(403.3)	(14.2)	4.1	--	(413.3)	116.3	132.4
TOTAL	B	2 770.1	102.5	(59.9)	(6.8)	2 805.9	(1 852.2)	(70.9)	32.2	14.8	(1 876.1)	918.0	929.9

(1) dont acquisition et augmentation ;

(2) dont écart de change ;

(3) dont impairment test ;

(4) dont acquisition et écart de change.

2.12.4 DROITS D'UTILISATION

Pour la période close au 31 décembre 2021, les droits d'utilisation se décomposent comme suit et se rapportent aux catégories d'actif suivantes :

(en millions d'euros)	Au 31 Décembre 2021			Au 30 Juin 2021		
	Brut	Amortissement	VNC	Brut	Amortissement	VNC
Logiciels.....	3.4	--	3.4	3.4	--	3.4
Terrains	22.7	--	22.7	22.7	--	22.7
Constructions Gros œuvre	2 312.0	(440.4)	1 871.6	2 294.4	(375.5)	1 918.9
Installations techniques d'exploitation.....	193.3	(99.5)	93.7	172.9	(87.2)	85.7
Agencement – Aménagement de matériel mobilier...	63.9	(15.2)	48.7	60.4	(11.3)	49.1
TOTAL	2 595.3	(555.1)	2 040.2	2 553.8	(474.0)	2 079.8

2.12.5 BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIE A L'ACTIVITE

(en millions d'euros)	30-06-2021	VARIATIONS			31-12-2021
		liées à l'activité	créances & det. s/immob.	autres variations ⁽¹⁾	
Stocks.....	114.4	5.1	--	0.1	119.6
Dépréciations	(3.0)	(0.2)	--	--	(3.2)
Stocks nets	111.4	4.9	--	0.1	116.4
Clients.....	347.8	(35.5)	--	3.9	316.2
Dépréciation	(24.4)	--	--	(0.2)	(24.6)
Clients nets	323.4	(35.5)	--	3.7	291.6
Autres actifs courants.....	441.9	94.8	0.9	(16.6)	521.0
Dépréciation	(35.5)	(1.1)	--	--	(36.6)
Autres actifs courants nets.....	406.4	93.7	0.9	(16.6)	484.4
Total stocks et créances d'exploitation (I)	841.2	63.1	0.9	(12.8)	892.4
Dettes fournisseurs	343.8	29.8	--	0.7	374.3
Autres passifs courants.....	901.8	(258.1)	(3.4)	0.9	641.2
Total fournisseurs et autres dettes d'exploitation (II)	1 245.6	(228.3)	(3.4)	1.6	1 015.5
BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT (I) – (II)	(404.5)	291.4	4.3	(14.4)	(123.1)
Impact Tableau de Flux de Trésorerie (II) – (I)		(291.4)			

(1) La colonne « autres variations » est composée essentiellement des variations de périmètre de l'exercice, des effets change et des reclassements de compte à compte.

2.12.6 ANALYSE DE LA VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en millions d'euros)	Note	30-06-2021	31-12-2021		
		TOTAL	Non courant	Courant	TOTAL
Dette sénior		1 457.2	1 450.0	6.6	1 456.6
Dette capex		--	--	--	--
TRFA – Total dette sénior		1 457.2	1 450.0	6.6	1 456.6
Emprunt obligataire Euro PP		--	100.0	--	100.0
Autres emprunts		261.4	216.0	29.2	245.2
Dette de location non courante		1 940.2	1 892.3	--	1 892.3
Dette de location courante		198.9	--	199.4	199.4
Frais d'émission dette		(9.7)	(7.7)	(1.9)	(9.6)
Dettes financières long terme		3 848.0	3 650.6	233.3	3 883.9
Comptes courants financiers passifs		2.8	--	2.8	2.8
DETTES FINANCIERES BRUTES (I)		3 850.8	3 650.6	236.1	3 886.7
Juste valeur des Instruments financiers de couverture		14.5	9.0	--	9.0
Juste valeur des instruments financiers de couverture (II)		14.5	9.0	--	9.0⁽¹⁾
Comptes courants financiers actifs		(4.7)	--	(4.8)	(4.8)
Trésorerie		(608.4)	--	(408.1)	(408.1)
Autres actifs financiers		(21.4)	(13.5)	(6.9)	(20.4)
Autocontrôle Ramsay Générale de Santé (V.M.P.)		(0.3)	(0.3)	--	(0.3)
ACTIFS FINANCIERS (III)		(634.8)	(13.8)	(419.8)	(433.6)
ENDETTEMENT FINANCIER NET (I) + (II) +(III)	TFT	3 230.5	3 645.8	(183.7)	3 462.1

BOUCLAGE BILAN :

Emprunts et dettes financières	(a)	1 673.6	--	--	1 758.3
Dette de location non courante	(b)	1 940.2	--	--	1 892.3
Dettes financières courantes	(c)	38.1	--	--	36.7
Dette de location courante	(d)	198.9	--	--	199.4
Découvert bancaire	(e)	--	--	--	--
Passifs relatifs aux actifs non courants détenus en vue de la vente		--	--	--	--
- dont : passifs financiers liés aux actifs non courants détenus en vue de la vente	(f)	--	--	--	--
DETTES FINANCIERES BRUTES A = (a) + (b) + (c) + (d) + (e) + (f)		3 850.8	--	--	3 886.7
Autres passifs non courants	(g)	19.6	--	--	12.2
Impôts différés	(h)	(5.1)	--	--	(3.2)
Autres passifs non courants nets (juste valeur des instruments financiers)	B = (g) + (h)	14.5	--	--	9.0
Autres actifs non courants (juste valeur des instruments financiers)	(i)	--	--	--	--
INSTRUMENTS FINANCIERS C = (B) – (i)		14.5	--	--	9.0
Actifs financiers courants	(j)	(11.6)	--	--	(11.7)
Actifs financiers non courants	(k)	(14.5)	--	--	(13.5)
Trésorerie	(l)	(608.4)	--	--	(408.1)
Actifs relatifs aux actifs non courants détenus en vue de la vente	(m)	--	--	--	--
Autocontrôle Ramsay Générale de Santé (V.M.P.)	(n)	(0.3)	--	--	(0.3)
ACTIFS FINANCIERS D = (j) + (k) + (l) + (m) + (n)		(634.8)	--	--	(433.6)
ENDETTEMENT FINANCIER NET (A + C + D)	TFT	3 230.5	--	--	3 462.1

(1) Juste valeur des instruments financiers de couverture (+12.2 millions d'euros diminués de l'impôt 3.2 millions d'euros).

2.12.7 PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

Au cours de la période les provisions figurant au passif ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	NOTE	30-06-2021	Dot	Rep. avec contre-partie	Rep. sans contre-partie	Aut. mvts ⁽¹⁾	31-12-2021
Prov. pour retraite et autres avantages au personnel							
Prov. pour ind. de fin de carrière		157.6	7.7	(11.0)	--	(4.3)	150.0
Total	B	157.6	7.7	(11.0)	--	(4.3)	150.0
Provisions non courantes							
Provisions pour litiges.....		21.6	4.6	(2.0)	(1.5)	(0.1)	22.6
Provisions pour restructurations.....		126.4	3.4	(5.9)	(3.1)	3.9	124.7
Autres prov. pour risques et charges.....		28.9	--	(1.1)	--	--	27.8
Total	B	176.9	8.0	(9.0)	(4.6)	3.8	175.1
Provisions courantes							
Provisions pour litiges.....		2.7	0.8	(0.1)	(0.3)	0.1	3.2
Provisions pour taxes.....		9.6	0.8	--	--	(0.2)	10.2
Autres prov. pour risques et charges.....		39.4	1.4	(2.2)	(0.8)	1.4	39.2
Total	B	51.7	3.0	(2.3)	(1.1)	1.3	52.6
PROV. COURANTES & NON COURANTES		228.6	11.0	(11.3)	(5.7)	5.1	227.7
TOTAL PROVISIONS		386.2	18.7	(22.3)	(5.7)	0.8	377.7

⁽¹⁾ comprend les impacts des entrées de périmètre, taux de change et actuariels

2.12.7.1 Provisions pour restructurations

Au 31 décembre 2021, le solde de provisions pour restructurations s'élève à 124,1 millions d'euros. Il est principalement constitué d'une provision relative au litige Mermoz à hauteur de 81,5 millions d'euros, de la provision de 13 millions d'euros relative au transfert de l'activité de la clinique Saint-Jean-du-Languedoc dans la clinique Croix du Sud, de la provision de 1,8 millions d'euros en lien avec la mise en place de la plate-forme de services partagés devant regrouper les fonctions comptabilité/finance et RH de l'ensemble du Groupe et d'une provision à hauteur de 20,9 millions d'euros en lien avec la cession de l'Allemagne.

2.12.7.2 Autres provisions pour risques et charges

Le Groupe a reconnu dans le cadre de l'acquisition Capio, des provisions pour contrats déficitaires dont le solde au 30 juin 2021 s'élève à 30,1 millions d'euros.

Le solde des provisions pour taxes comprend essentiellement une provision pour litige TVA à hauteur de 9,1 millions d'euros au niveau des pays nordiques.

2.13 INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

Les transactions avec les parties liées concernent :

- La rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres du Conseil d'Administration et autres dirigeants non membres du Conseil d'Administration ;
- Les opérations avec les sociétés dans lesquelles Ramsay Santé exerce une influence notable ou détient un contrôle conjoint.

2.14 LITIGES, FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES

Au premier semestre de l'exercice clos au 30 juin 2022, à la connaissance de la société et du Groupe, aucun nouveau facteur de risque ou nouveau litige pris individuellement ou dans leur globalité pouvant avoir une incidence sensible sur l'activité, les résultats, la situation financière et le patrimoine de la société et du Groupe n'a été recensé depuis la publication du Document d'enregistrement universel de Ramsay Santé le 29 octobre 2021.

2.15 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le Groupe Ramsay Santé a effectué deux acquisitions sur le mois de janvier 2022 :

- Une unité de soins primaires basée à Stockholm
- Une société d'imagerie médicale au Danemark

**Attestation du Responsable
du Rapport Financier Semestriel
au 31 Décembre 2021**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 23 février 2022

Pascal Roché

Directeur Général